Marche contre la mort

Partage international n° 422 – Octobre 2023

par Thea Paneth

Appel à l'organisation d'une mobilisation inspirée de la Marche contre la mort, au temps de la guerre du Vietnam, qui pourrait commencer après la fête du travail 2024 [le 2 septembre aux Etats-Unis] et se poursuivre jusqu'au samedi précédant l'élection générale [mardi 5 novembre].

Nous, qui habitons la planète Terre, sommes confrontés à une catastrophe sans précédent parce que notre mode de vie nuit gravement à la nature, dont nous ne constituons qu'une partie. Le fait de savoir que la planète pourrait être détruite par des armes nucléaires en une heure a contribué à un état d'esprit nihiliste, une vie axée sur l'exploitation et évitant la remise en cause du militarisme, du racisme et du matérialisme.

Deux menaces inquiétantes

L'exploitation de la nature a provoqué une crise climatique. L'anthropocène est là, avec la fonte des glaces, la montée des eaux, les phénomènes météorologiques extrêmes, les incendies de forêt, la sécheresse, les mauvaises récoltes, la famine : la sixième grande extinction. L'avenir de la planète est alarmant, avec deux menaces très réelles et inquiétantes pour toute vie : l'anéantissement nucléaire et l'effondrement climatique. Tous les États nucléarisés semblent prêts à sacrifier toute vie sur Terre dans une lutte mortelle pour l'hégémonie mondiale.

Aux Etats-Unis, le cours du temps revient en arrière, car les réformes politiques et sociales durement acquises (droit de vote, droit civil, droit à l'avortement, protection de l'environnement) sont directement remises en cause par la législation, par des décisions illégitimes de la Cour suprême ou, plus insidieusement, par l'absence des financements nécessaires. Les droits des LGBTQ, la sécurité sociale et l'assurance-maladie font l'objet de nouvelles attaques de la part de la droite ; si les récents événements qui ont fait reculer le droit à l'avortement sont un signe avant-coureur, les droits fondamentaux et les programmes sociaux nécessaires risquent fort d'être remis en cause. Les campagnes visant à faire reculer les droits sont imprégnées d'un discours haineux au vitriol, qui déclenche une montée de violence à l'encontre des femmes, des médecins, des scientifiques, des immigrants, des réfugiés, des Noirs, des Amérindiens, des Asiatiques, des Juifs, des communautés LGBTQ et des pauvres, une violence dont l'histoire montre qu'elle est mortelle.

Des projets de loi pourtant indispensables ne sont pas adoptés décennie après décennie (ou ne sont même pas rédigés ni envisagés) par un Congrès sans scrupules, enlisé dans les conflits, qui cherche à réduire les impôts des riches et à financer le Pentagone, au lieu d'améliorer la société. Une législation indispensable devrait comprendre : les soins de santé universels, l'interdiction des armes d'assaut, l'extension du crédit d'impôt pour la protection de l'enfance afin de réduire la pauvreté, la codification des droits des femmes, y compris l'autonomie corporelle des femmes et le droit à l'avortement, les droits des immigrés, les programmes d'emploi, la garde d'enfants, le logement abordable, la protection de l'environnement et des travailleurs, l'énergie renouvelable (solaire sur les toits) à grande échelle, l'abolition des armes nucléaires, la restauration du droit de vote, l'arrêt des ventes d'armes américaines et du soutien aux guerres, la réduction du budget gargantuesque du Pentagone, la réparation des infrastructures, l'éducation et l'allègement de la dette pour les diplômés de l'enseignement supérieur. Les besoins non satisfaits de la société civile sont mis de côté, avec des conséquences profondes, durables et désastreuses.

La société civile lutte pour protéger et réaffirmer vigoureusement des droits fondamentaux. La sécurité sociale, l'une des rares prestations sociales dont nous disposons aux Etats-Unis, est toujours menacée, alors qu'elle pourrait être étendue et renforcée pour abaisser l'âge de la retraite. Pour mener de telles luttes, des alliances pourraient se former entre les courants de ces longues luttes pour la justice économique, raciale et sociale, afin que nous puissions vivre avec plus de dignité et de liberté. De même, alors qu'il est urgent de mettre en place une coopération mondiale sans précédent pour atténuer la crise climatique, les nations semblent déterminées

à ne coopérer que dans le cadre d'alliances militaires pour des guerres impossibles à gagner. Les guerres sont désastreuses : déplacements massifs de populations, meurtres et blessures de jeunes gens dans des combats pour des portions de territoire, destruction de bâtiments et d'habitats, utilisation de combustibles fossiles qu'il vaudrait mieux laisser dans le sol. Un mouvement mondial en faveur du désarmement est nécessaire.



Photo : Aude, CC BY-SA 2.5, via Wikimedia Commons
Il faudrait sérieusement relancer le combat de la société civile en faveur des droits élémentaires.

Que faire ?

Au cours de l'année 2024, dans l'ensemble des Etats-Unis, nous nous efforcerons d'unir tous les groupes et organisations de la société civile d'une manière qui n'a jamais été tentée et encore moins réalisée, au-delà des lignes de fracture traditionnelles de race, de classe, d'âge, de sexe et d'intérêts (inter)nationaux, afin d'affirmer notre désapprobation radicale des partis politiques et des politiciens qui déçoivent décennie après décennie.

Pour ce faire, nous pourrions nous inspirer de la Marche contre la mort qui s'est déroulée pendant deux jours sans interruption à Washington, en novembre 1969.

Les gens se sont rassemblés au cimetière national d'Arlington et ont marché jusqu'au Capitole, arborant sur des pancartes les noms des soldats américains tués au Vietnam et des villages vietnamiens détruits pendant la guerre, avec des bougies allumées après la tombée de la nuit. Les pancartes ont été placées dans des cercueils au Capitole, dans un geste significatif de dénonciation des dommages causés par la guerre.

Un excellent rapport de Bradford Lyttle est disponible en ligne. La marche s'est déroulée dans le cadre d'une série de manifestations, dont la deuxième journée de moratoire sur le Vietnam. Rétrospectivement, les manifestations de 1969 sont considérées comme ayant empêché l'utilisation éventuelle d'armes nucléaires au Vietnam par l'administration Nixon.

Les organisations qui travaillent actuellement sur des questions telles que la violence armée, la réforme de la police, les droits civils, les droits des femmes, la paix, la justice environnementale et économique, les politiques agricoles, la crise climatique, la santé et la sécurité des travailleurs, la qualité de l'air et de l'eau, pourraient mobiliser leurs membres pour qu'ils défilent pendant les jours prévus, munis de pancartes indiquant tout ce qui devrait être remédié. Les pertes que nous subissons seraient illustrées par une évocation étonnante du coût élevé du *statu quo*, tandis que nous marcherions pour mettre fin à l'ampleur et à la portée de la mort et de la destruction évitables dans notre pays, ainsi qu'à la mort et à la destruction que nous exportons avec notre militarisme.

Après la marche, pas nécessairement depuis le cimetière national d'Arlington, mais certainement jusqu'au Capitole, où nos représentants élus nous déçoivent mandat après mandat, des groupes pourraient se rassembler pour des séances de lobbying plus importantes qu'à l'accoutumée auprès des politiciens afin de faire adopter les lois en souffrance et d'appeler à de nouvelles réformes vitales.

A la fin des semaines de manifestations, un grand rassemblement pourrait être organisé pour réclamer le changement dont nous avons besoin. Les actions locales, le lobbying et les manifestations pourraient se poursuivre au fur et à mesure que chaque groupe porterait son combat à Washington.

Cet effort d'organisation et de mobilisation pourrait se dérouler entre la fête du travail 2024 (2 septembre) et le samedi (2 novembre 2024) précédant l'élection. Au mieux, il nous unirait dans l'urgence de notre crise collective et ouvrirait la voie à la transformation sociale dont nous avons besoin depuis des décennies.

Si des dizaines de millions de personnes à travers les Etats-Unis s'engageaient dans des manifestations soutenues pour exiger nos droits fondamentaux aux soins de santé, au logement, à l'air pur et à l'eau, à l'éducation, à des mesures de lutte contre la crise climatique et au désarmement, et que ces

manifestations prenaient de l'ampleur au fil des semaines, cela pourrait créer un climat politique propice au changement social attendu depuis longtemps.

Etats-Unis **Auteur** : Thea Paneth, membre du comité de coordination de United for Peace and Justice (UFPJ) (unité pour la paix et la justice), une coalition étasunienne pour la paix fondée en 2003.
Sources : commondreams.org
Thématiques : Société
Rubrique : Divers